

CONV 294/02

WG VIII 6

NOTE

du:	Secrétariat
au:	Groupe de travail VIII sur la défense
Objet:	Note de synthèse de la réunion tenue le 23 septembre 2002

Résultats des travaux

1. Intervention de M. Javier Solana, Haut Représentant pour la PESC, suivie d'un échange de vues
 - Le Haut Représentant a décrit dans les grandes lignes le cadre dans lequel s'inscrit la mise en place d'une politique européenne en matière de sécurité et de défense (PESD). L'opinion publique a régulièrement appelé l'Europe à assumer plus de responsabilité en ce qui concerne sa sécurité et, par conséquent, la PESD fait l'objet d'un degré élevé de soutien. Hors de l'Europe, nombreux sont ceux qui demandent également que l'Union participe davantage à la gestion des crises. Les structures de décision nécessaires pour rendre la PESD opérationnelle sont maintenant en place, et les travaux se poursuivent pour faire en sorte que l'Union dispose des capacités militaires requises. Le Haut Représentant a exposé l'objectif que l'Union s'est fixé à Helsinki en 1999, en notant que des progrès remarquables avaient été réalisés depuis lors mais que, dans certains domaines, il fallait encore poursuivre les efforts. Dans certains cas, cela suppose une augmentation des dépenses de défense, et aussi l'amélioration de la coopération dans le domaine des armements. La mise au point des modalités d'accès aux moyens et aux capacités de l'OTAN est également un objectif important, encore en suspens. En ce qui concerne la Convention, il est important que, compte tenu des différentes situations et sensibilités des États membres, toute nouvelle proposition laisse la voie libre pour l'avenir.
 - Au cours du débat, un certain nombre de membres du groupe de travail ont demandé au Haut Représentant comment des progrès concrets supplémentaires pourraient être réalisés sur le plan des capacités et quelles étaient les options disponibles pour permettre un nouveau renforcement de la coopération dans le cadre de la PESD. Plusieurs d'entre eux ont souligné que l'avenir de la PESD dépendait surtout de la volonté politique. On a insisté sur l'importance d'assurer la compatibilité avec l'OTAN et de conclure un accord donnant accès à ses moyens. Des questions ont été posées sur le rôle futur des pays candidats dans la PESD, sur le rôle de la Commission et sur les divergences d'attitude au sein des parlements nationaux.

- Le Haut Représentant a reconnu que les progrès dépendaient de la capacité à mobiliser une volonté politique suffisante. Mais l'opinion publique approuve d'une manière générale le processus et il est nécessaire d'y donner suite. On pourrait envisager de doter la PESD dans l'avenir d'une souplesse opérationnelle suffisante, en permettant par exemple de mener une action dans le cadre d'une coalition réunissant des pays déterminés à agir. En ce qui concerne les capacités, la coopération en matière d'armements se traduira par un meilleur rapport coût/efficacité à long terme, bien que les États membres doivent être prêts en attendant à envisager une hausse des dépenses de défense. Le principal objectif est d'adapter les forces armées européennes (qui, il y a peu de temps encore, étaient conçues pour les besoins de la défense collective) pour leur permettre de se déployer hors de leur zone; cela passe par la mise au point de nouvelles capacités suffisantes, en particulier dans le domaine des transports, des communications et du soutien logistique. Les pays candidats doivent également adapter, et dans certains cas réduire, le nombre de leurs militaires, même si cela a aussi un coût à court terme. Les relations avec l'OTAN sont importantes, et les efforts se poursuivront pour régler les questions en suspens concernant l'accès à ses capacités. La responsabilité de l'OTAN en matière de défense collective reste toutefois séparée et distincte de celle de l'UE. La gestion des crises fait aussi appel à des instruments civils, et c'est pourquoi la Commission a un rôle important à jouer dans la mise à disposition de certains de ces instruments.

2. Effort européen en matière de défense: capacités militaires nécessaires en fonction des objectifs

Le Général Schuwirth, directeur général de l'état-major de l'UE, a donné au groupe de travail un aperçu des progrès enregistrés jusqu'ici par la PESD, en examinant les structures, les concepts et, plus spécifiquement, les capacités. Jusqu'à présent, les travaux sur les capacités reposent par la force des choses sur des scénarios génériques, en l'absence de besoins opérationnels concrets. Le processus de réalisation de l'objectif global a permis jusqu'ici de confirmer que les capacités existent, mais qu'il y a un certain nombre de lacunes. Certaines d'entre elles résultent du fait que des capacités existantes n'ont pas été mises à disposition; dans d'autres cas, il s'agit de réelles lacunes, auxquelles il faut remédier. Certaines initiatives sont déjà en cours, notamment le projet Airbus concernant un avion de transport lourd. Il est nécessaire de poursuivre les efforts, en particulier dans le cadre de la coopération ayant trait à la recherche-développement et aux marchés militaires. Le ravitaillement en vol et les systèmes de communication illustrent l'importance des solutions communes. En ce qui concerne les relations UE-OTAN, il est important de noter que les capacités de chaque institution proviennent essentiellement des mêmes forces. Elles ont donc intérêt l'une comme l'autre à élaborer des approches communes.

Au cours du débat, la question de l'établissement de critères pour participer à une coopération plus étroite dans le domaine de la sécurité a été évoquée. La question des scénarios (Petersberg ou au-delà) a également été étudiée, tout comme celle du type de troupes (appelés ou non). Le Général Schuwirth a souligné qu'il faudrait examiner les critères sous l'angle de l'efficacité des dépenses. Les scénarios possibles dans le cadre de l'objectif global portent actuellement sur tout, sauf la défense collective. Pour ce qui est des appelés, la principale question qui se pose est de savoir sur quelle base ils sont sélectionnés pour de véritables opérations.

Le président a conclu que la réunion avait utilement permis au groupe d'examiner un certain nombre de questions importantes liées aux capacités, parmi lesquelles figurent les suivantes: comment obtenir l'engagement politique nécessaire, quels sont les critères éventuels d'une participation aux futurs efforts de coopération et quelle est l'étendue des tâches dans le cadre de la PESD.

3. Divers

Le président a annoncé que la réunion suivante aurait lieu le 4 octobre et qu'elle serait consacrée à la question des armements. Un certain nombre d'experts ont été invités pour introduire le débat.
